

Chapitre 3

Une ethnométhodologie de l'intervention sociale

Mon étude, portant sur les mécanismes de travail émotionnel et moral mis en œuvre par les intervenant·e·s dans le cadre de leur fonction, s'inspire de la méthode dite inductive. Alors que je m'intéresse au discours des intervenant·e·s, il m'importait de les approcher sans *a priori*. La méthode inductive s'oppose à celle « empirico-déductive » par l'absence de la confrontation d'une construction théorique et d'hypothèses avec le réel du terrain (Gauthier, 2003).

S'il s'agit d'une inspiration, c'est que la méthode inductive à laquelle je me rattache tire ses origines à la fois de Garfinkel (1967, 1996) et des travaux sur l'ordre de l'interaction de Goffman (1987). L'ethnométhodologie amène, normalement, l'enquêteur à s'investir sur une longue période de temps sur son terrain de recherche. Or, dans le cadre de ma maîtrise, je n'avais pas les ressources me permettant une telle réalisation. La collecte des données s'est déroulée en l'espace de trois mois à l'hiver 2015.

D'ailleurs, plusieurs types de collecte de données ont été réalisés. Ce chapitre permet justement de retracer les différentes étapes de la réalisation de ce projet; de la définition de la population à l'étude jusqu'aux méthodes d'analyse des résultats.

3.1. L'ethnométhodologie auprès d'un groupe professionnel

Adopter une méthode d'enquête ou une autre n'est pas un choix anodin. Considérant que je tente d'obtenir et de comprendre le point de vue des personnes concernées, les intervenant·e·s, une analyse qualitative s'imposait. La population étudiée influence nécessairement les méthodes mises en place. Lorsqu'il s'agit de professionnel·le·s et d'employé·e·s, il faut considérer la structure du travail, et approcher également l'organisme. La prochaine section porte sur les choix méthodologiques et les considérations propres à mon terrain de recherche.

3.1.1. L'interactionnisme symbolique et les ethnométhodes

Vers la moitié du dernier siècle s'est développée l'ethnométhodologie. Garfinkel en est le fondateur et son plus grand défenseur. Définie comme « l'étude de l'interprétation située de l'action humaine » (Jules-Rosette, 1985 : 93), cette méthode met au centre le point de vue de l'acteur. En ce sens, l'ethnométhodologie recoupe en plusieurs points l'interactionnisme symbolique et la sociologie compréhensive. Il s'agit, d'ailleurs, des deux autres courants auxquels je me suis attachée afin de développer le présent projet de recherche.

Ces similitudes passent notamment par l'importance accordée aux significations données par les acteurs en scène. Cela permet de questionner la façon dont les agent·e·s arrivent à reproduire, à négocier et à partager certains codes culturels (Garfinkel, 1967). Dans le cadre de ma recherche, c'est précisément la (re)production et la circulation des émotions et des valeurs auxquelles je porte attention.

Pour Garfinkel (1996) et les autres tentants des ethnométhodes, le langage constitue un élément d'analyse primordial. Il en va de même pour Goffman et les interactionnistes symboliques. De son côté, Goffman (1987) souligne que l'analyse doit porter sur l'interaction en cours. À la vue de mon sujet d'étude, il n'y a pas plus avisé comme méthode que l'ethnométhodologie pour redonner un sens aux interactions ordinaires et quotidiennes dans lesquelles les intervenant·e·s prennent place. Il est autant question des instants entre intervenant·e·s qu'après des personnes bénéficiant des services de leur organisme.

Située dans l'analyse du quotidien, l'ordre de l'interaction permet d'articuler les échelles micro et macro. Cet ordre est en fait un ordre structurel; « les structures n'existent que pour autant qu'elles sont mises en œuvre à chaque instant par les acteurs, mais les acteurs ne peuvent eux-mêmes les mettre en œuvre que sur la base d'un sens commun guidant leur conduite » (Bonicco, 2007 : 31-32).

Cela permet, donc, de relever les structures sociales (perceptibles par les normes, les règles et les attentes émotionnelles et morales) dans les situations ordinaires. Cela étant dit, les actions prenant place dans le cadre d'un travail, ici l'intervention sociale, ne sont pas qu'ordinaires. En m'appuyant sur cette méthode d'analyse du quotidien, je peux m'attendre à être en mesure de relever les interactions prenant place entre les intervenant·e·s, les usager·e·s, les structures redevables au politique et au social et celles redevables au contexte particulier du travail et du rôle professionnel. Et c'est dans l'ajout de ce cadre du travail que repose la singularité des interactions étudiées.

3.1.2. Le sens commun

Je dois revenir sur un élément particulier aux courants théoriques à la base de mon étude : la sensibilité portée au problème du langage. Pour Goffman (1973), tel qu'il a été mentionné, l'interaction en face à face constitue un objet sociologique en soi. Ce grand sociologue a notamment observé le partage d'un « sens commun » nécessaire à toute interaction. Sans ce « sens commun », il est impossible de comprendre et de réfléchir l'autre personne avec qui l'une est en interaction.

Ce « sens commun » guide les conduites des individus qui entrent en interaction. Il n'est pas universel, il est en constante négociation avec les structures sociales et culturelles. Certainement, il peut également se transformer selon le groupe social qu'intègre un individu. Ainsi, tout comme un individu détient plusieurs rôles, il partage plusieurs sens communs.

Lorsqu'il a été clair que je voulais réaliser ma recherche sur le travail d'intervention sociale, je me suis questionnée sur l'apport d'un sens commun partagé. En effet, mon expérience comme intervenante sociale – auprès d'autres populations marginalisées que celle impliquant la prostitution – m'a permis de me présenter comme chercheuse et comme alliée. Ainsi, j'ai pu mettre de l'avant ce partage d'une connaissance du travail social et de sa réalité dans le milieu communautaire.

Ce socle interprétatif commun qui passe, notamment, par une compréhension partagée des situations de travail m'a permis de déconstruire un obstacle relevé par Beaud et Weber (2010). Pour ces sociologues, enquêter auprès d'une population dite « professionnelle », telle que les intervenant·e·s cliniques, peut poser certains risques pour l'enquêteur·e. Ils sont liés, notamment, aux conditions de travail de plus en plus ardues et au contexte néolibéral qui défigure à certains égards la mission première de l'intervention sociale. Dès lors, les intervenant·e·s pourraient voir en les sociologues des concurrents possibles (Beaud et Weber, 2010). En me présentant comme intervenante et chercheure, et en nommant le plus précisément possible mon rôle et en leur signifiant tout l'intérêt que je porte à leur travail, dès les premiers contacts, j'entreprends de construire des liens significatifs avec les enquêté·e·s.

Il va sans dire que mon travail en intervention ne me permet pas de connaître *de facto* l'expérience des personnes rencontrées. S'il facilite l'échange, il a fallu que je prenne certaines précautions. De celle-ci, la capacité à prendre un recul et ne pas projeter mon expérience et mon vécu – d'autant plus que je m'intéresse aux émotions des intervenant·e·s – sur les personnes interviewées. Ainsi, lors de mes rencontres, j'ai toujours tenté de clarifier au maximum les termes utilisés et le sens que leur donne les intervenant·e·s. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit d'expression chargée moralement, émotionnellement ou politiquement, à commencer par l'utilisation de « prostitution » ou de « travail du sexe ».

3.1.3. Les choix méthodologiques

Ainsi, l'ethnométhodologie a souvent été adoptée lors d'étude d'activités ordinaires. L'une de ses forces, maintes fois éprouvée au cours des dernières décennies, est de relever « comment les activités ordinaires réelles des membres sont faites de méthodes pour rendre analysables les actions pratiques, les circonstances pratiques, la connaissance de sens commun des structures sociales » (Ogien, 2008 : 810-811).

C'est dans les interactions auxquelles participent les intervenant·e·s tant entre employé·e·s qu'auprès des usager·e·s que je tente de relever ces méthodes. Puisqu'il s'agit de s'intéresser aux mécanismes de gestion émotionnelle et de travail moral, c'est dans l'instant que je dois prendre mon matériel. C'est également dans le raisonnement et dans le sens *a posteriori* que je pourrai relever les mécanismes à l'œuvre; ces mécanismes étant souvent de l'ordre du conscient ou du préconscient.

Pour cela, j'ai mobilisé différents types de collectes de données allant des entretiens semi-directifs, à l'entretien de groupe en passant par l'observation-participante sur le terrain. Avant de décrire les étapes de la réalisation de collectes des données, il importe de revenir sur certaines considérations pratiques et sur le processus réflexif ayant mené au choix de la population étudiée.

3.2. Les interventions sociales auprès des personnes prostituées comme objet d'étude

Mon intérêt à l'égard de l'intervention sociale en milieu prostitutionnel s'explique par plusieurs facteurs, dont la conjoncture politique. Il s'est également renforcé à la suite des lectures sur les débats féministes entourant la question prostitutionnelle. Ce sont, donc, des questionnements et des curiosités politiques et idéologiques qui m'ont amené vers mon sujet d'étude. Cela étant, le processus de recherche m'a amené à affiner mes intérêts m'amenant progressivement sur les questions morales et émotionnelles. Si j'entrevois différemment les questions morales au début du parcours, elles se sont finalement posées en termes d'intervention individuelle et de rapport au rôle d'intervenant·e. Au cours des prochaines lignes, j'explique le chemin plus ou moins sinueux m'ayant amené à poser ma question de recherche et à définir mon terrain d'enquête.

3.2.1. Regard sur le contexte politique

Tel qu'il a été discuté en début de mémoire, un changement de paradigme a été appliqué au Canada (le Québec ayant fait un pas de plus en ce sens avec l'adoption de sa Stratégie en 2016). La prostitution est, pour la fois de l'histoire canadienne, illégale. En fait, il n'est pas tout à fait juste de dire que la prostitution est illégale. Il s'agit plutôt de l'achat et de la

coordination de services sexuels qui sont sujets à une peine d'emprisonnement. En d'autres mots, les clients et les proxénètes sont déterminés comme criminels. Certaines clauses du projet de loi C-36, en vigueur depuis 2014, impliquent également l'interdiction de la sollicitation pour des services sexuels près de certains endroits publics et des écoles.

Ce changement ne s'est pas sans fait débats et discussions préalables, mobilisant ainsi nombreux organismes, institutions et regroupements de tout acabit. Maintenant que les nouvelles lois sont opérationnelles, je me suis questionnée sur l'impact d'une telle refonte du système légal sur les services d'aide offerts aux personnes prostituées. Puisqu'il n'existe des services dirigés spécifiquement aux personnes prostituées qu'en milieu communautaire, l'étude de l'intervention sociale dans ce milieu allait de soi. J'ajouterais qu'il existe des écrits portant sur l'évaluation de l'impact des lois sur la prise en charge des personnes criminalisées, ou sur l'invisibilisation de la prostitution. Cependant, la question de leur impact sur l'intervention en contexte d'aide volontaire auprès des personnes prostituées semble avoir été jusqu'alors évacuée.

Dans le même sens, les postures des acteurs·rices sociaux sur le sujet étant, souvent, polarisées, je me suis demandé si cela se reflétait chez les intervenant·e·s. L'idée d'une évaluation morale des besoins des personnes prostituées – d'une posture professionnelle (comme intervenant·e) perméable à un positionnement idéologique – faisait partie de mes interrogations d'origine.

3.2.2. Le milieu communautaire : entre militantisme et engagement

Il a déjà été nommé que les portes d'entrée pour obtenir de l'aide en tant que personnes prostituées sont multiples, rarement associées à la dynamique prostitutionnelle. Il n'y a que dans le milieu communautaire où sont offerts des services d'aide spécifiquement dirigés envers les personnes prostituées, travailleuses du sexe ou subissant de l'exploitation sexuelle. L'usage d'une expression ou de l'autre relevant davantage d'un positionnement idéologique et de l'orientation de l'organisme qui l'utilise.

Le milieu communautaire est d'autant plus intéressant considérant, d'une part, la proximité qu'il entretient avec sa population cible et, d'autre part, l'engagement social qui lui est caractéristique. C'est un milieu vaste où se côtoient divers organismes ayant des missions et des philosophies tout autant diversifiées. Par souci de clarté, il n'est question, ici, que des organismes communautaires offrant des services s'arrimant avec la philosophie de l'intervention sociale. Plus particulièrement, dans le cadre de cette recherche, des organismes offrant des services s'inscrivant dans des pratiques d'accompagnement et d'autonomisation.

Lorsqu'il est question de la proximité, je fais évidemment référence aux pratiques cliniques particulière et spécifique au monde communautaire, dont le travail de rue et de milieu. Dans le premier cas, c'est l'intervenant·e qui se déplace dans le milieu des personnes accompagnées. Le deuxième cas se réfère aux espaces de vie, au sein d'un organisme, où les personnes bénéficiant des services dudit organisme peuvent venir se reposer, discuter, accéder à des services sans autre restriction que le respect des règles de vie et des heures d'ouverture de l'organisme. Les règles peuvent souvent se traduire simplement par le respect de tout un chacun et de participer à perpétuer une ambiance saine et sécuritaire. En ce sens, ces endroits adoptent souvent une politique de tolérance zéro envers les gestes et paroles de violence.

Du côté de l'engagement, cela se traduit notamment par la coexistence, sur une même scène communautaire, d'organismes autant néo-abolitionnistes que pro-travail du sexe, sans oublier ceux dits apolitiques. Cela rend les questions morales et émotionnelles d'autant plus intéressantes. En effet, la mission et les valeurs (féministes, entre autres) de l'organisme diffèrent selon la conception de la prostitution qui y est adoptée. Un organisme qui offre des services en « sortie de la prostitution » ne conçoit pas l'univers prostitutionnel de la même façon qu'un milieu axé sur la réduction des méfaits ou sur la défense des droits des travailleuses du sexe.

3.2.3. Le partage d'une réalité commune comme choix méthodologique

Enfin, pour déterminer mon objet d'étude, il fallait le penser en tenant compte du cadre de la maîtrise. J'aurais pu choisir d'entrer en contact avec les organismes se rattachant à l'une ou l'autre des idéologies ou des postures politiques concernant la prostitution. J'ai plutôt opté pour l'investigation auprès d'organismes partageant un même espace géographique. Comme mentionné précédemment, j'ai décidé de circonscrire mon terrain aux seuls organismes communautaires offrant des services spécifiquement à l'intention des prostituées ou travailleuses du sexe. Ces choix me confèrent, en mon sens, plusieurs avantages.

Cela me donne l'opportunité d'évaluer et d'observer les dynamiques de coexistence des ressources dans une même localité. Cela signifie le partage commun d'une même réalité administrative; les politiques municipales et les programmes de subventions locaux pouvant affecter le développement de projets des organismes. C'est également une connaissance de l'autre, le milieu communautaire fonctionne souvent par référencement. Il s'agit d'un monde restreint de ressources, elles sont donc amenées à travailler souvent en collaboration (plus ou moins formelles selon les modes d'opération).

S'intéresser à un même espace géographique me permet aussi de rejoindre des organismes adoptant des positions politiques diversifiées. Est-il possible que cela se reflète dans les services que la ressource offre et, surtout, dans les méthodes d'intervention et de gestion émotionnelle et morale des employé·e·s cliniques de ladite ressource ? C'est également de voir l'importance du discours politique dans la quotidienneté de la pratique clinique et d'observer si l'engagement dans la cause, si elle a lieu, impacte sur la gestion émotionnelle et morale de l'intervenant·e.

3.3. Présentation des organismes rencontrés

Après ce temps de réflexion, j'ai entrepris de rejoindre trois organismes actifs au Québec et partageant une même scène locale. Comme dans tous les grands centres urbains et villes importantes du Québec, la région³¹ où j'ai décidé d'effectuer mon travail de recherche me permettait de contacter des organismes affichant des missions complémentaires. Complémentaires en ce sens où les ressources ne se revendiquent pas du même mouvement idéologique ou politique

3.3.1. L'*Autre Avenue* : La prostitution comme forme d'exploitation

La première ressource, L'*Autre Avenue*³², a pour objectif d'offrir des alternatives aux femmes adultes qui « se sont faites prostituées ». S'inscrivant dans une perspective de « sortie de la prostitution », L'*Autre Avenue* propose une aide aux femmes victimes de violence et d'exploitation sexuelle. L'équipe, entièrement composée de femmes, est à la fois formée de professionnelles de la relation d'aide et de paires-aidantes. Se disant « par, pour, entre et avec » les femmes, l'organisme met l'accent sur la capacité d'empowerment et sur le travail d'accompagnement des intervenantes.

Clamant haut et fort sa posture abolitionniste, cet organisme est très actif sur la scène politique. Prenant position contre toute forme de légalisation et de décriminalisation de la prostitution – ici définie comme condition de survie pour les femmes – l'organisme défend « un esprit de justice sociale ». L'*Autre Avenue* offre ainsi un lieu de mobilisation et de défense des droits des femmes victimes de l'industrie du sexe.

L'organisme propose une approche définie comme novatrice basée sur la mobilisation des femmes et de la collectivité. D'abord, par la réappropriation du pouvoir des femmes sur leur propre vie et ensuite cette approche par les luttes politiques et idéologiques. Sur ce dernier point, l'organisme milite, entre autres, pour la mise en place de politiques visant à « faire disparaître les conditions d'entrée » dans le milieu prostitutionnel. Alors que les

³¹ Par souci de confidentialité et considérant le nombre restreint d'organismes en prostitution existant dans les diverses régions du Québec, celle choisie pour effectuer le terrain de recherche n'est pas spécifiée.

³² Par souci de confidentialité, les noms des organismes sont fictifs, il en est de même pour le nom des intervenant·e·s rencontré·e·s.

débats sur les lois encadrant la prostitution prenaient place au fédéral, l'organisme a mis sur pied un comité de travail abolitionniste.

Il ne suffit qu'un bref coup de regard dès son entrée dans l'immeuble, dont l'adresse est confidentielle, pour se rendre compte de l'importance des valeurs abolitionnistes. Des laminés de la philosophie et des valeurs de l'organisme sont affichés; les termes utilisés sont sans équivoque. Du reste, il s'agit d'un endroit chaleureux où tout est organisé pour rappeler une ambiance familiale.

Par ailleurs, les services offerts aux femmes prostituées se déclinent en deux axes. D'abord, il y a les services d'intervention individuelle et de groupe visant à accompagner les femmes à quitter le milieu prostitutionnel. Cela inclut, à qui y consent et se porte volontaire, des séances de «recorporalisation» qui pourraient autrement être décrites comme une démarche de réappropriation de son corps. L'organisme a également développé des programmes destinés à la réappropriation de sa sexualité.

En parcourant les différents écrits de l'organisme, notamment en lien avec son historique, il convient de faire part d'un constat. L'organisme a longtemps, et encore aujourd'hui, bénéficié de la collaboration de partenaires issus de la communauté religieuse. La fondatrice de la ressource accorde d'ailleurs une place importante à la religion dans ses discours et dans son travail. Sans qu'il soit question d'orientation religieuse dans les énoncés de missions et des valeurs de l'organisme, cette spécificité m'apparaît tout de même importante dans ce qu'elle pourrait avoir comme impact auprès des intervenantes et des femmes qu'elles rencontrent.

3.3.2. *Le Phare* : Agir sur les conséquences de la prostitution

Le deuxième organisme rencontré est implanté dans la région depuis plus de trente ans. Fondé à la suite d'une recherche-action (comme c'est le cas pour toutes les ressources approchées), *Le Phare* est avant tout une initiative découlant du travail de rue (ou *outreach*). Disposant d'un milieu de vie depuis quelques années, cet organisme a également développé un volet de prévention et de formation offert tant aux

professionnel·le·s (et futur·e·s professionnel·le·s) de la relation d'aide, du milieu scolaire et institutionnel qu'aux personnes fréquentant ses locaux. Encore aujourd'hui, une part considérable du travail effectué par *Le Phare* passe par le travail de rue, s'articulant autour des concepts d'accompagnement et d'autonomisation.

L'organisme offre une multitude de services aux femmes, garçons et filles (une part de leur travail s'effectue, en effet, auprès de personnes mineures) ayant ou ayant eu dans la dernière année³³ à conjuguer avec la prostitution. Leur mission se décline en trois points : le développement d'alternatives à la prostitution, la sensibilisation au vécu prostitutionnel (causes et conséquences) et la formation et soutien offert aux autres professionnel·le·s.

Idéologiquement parlant, cet organisme se dit apolitique et est principalement centré sur la réduction des méfaits. Son objectif principal est axé sur l'amélioration des conditions de vie des personnes rencontrées et de la collectivité. Distribution de matériel stérile, accompagnement et prises de rendez-vous de toute sorte, distribution alimentaire, friperie, service infirmier, lit de repos, référencement et partenariat avec les organismes de la région; les services sont nombreux et variés.

Il faut également considérer que les locaux de *Le Phare* sont situés dans un des quartiers les plus défavorisés de la région. L'implantation dans ce milieu n'est pas étrangère aux réalités fortement documentées d'une partie des personnes prostituées bénéficiant de leurs services : précarité sociale et financière, sous-scolarisation, désaffiliation sociale...

Dans les dernières années, l'organisme s'est positionné en faveur d'une décriminalisation complète de l'activité prostitutionnelle. Cela est appuyé par un désir de déstigmatisation et d'inclusion, d'un refus de la violence que les personnes prostituées subissent et de la préservation de leur dignité en tant que travailleurs et travailleuses du sexe.

³³ Sur papier, l'organisme vise uniquement les personnes directement impliquées dans le milieu prostitutionnel et exclu les hommes. Lors de mon observation sur le terrain, j'ai pu constater que de l'aide aux proches (dans des situations dites exceptionnelles) et aux hommes prostitués était offerte. Lorsque questionnée à ce sujet, l'intervenante chargée du milieu de vie me répond qu'il importe seulement que la personne se prostitue ou se soit prostituée dans la dernière année.

3.3.3. *Le Gîte du Nord* : Revendiquer un statut

Enfin, le dernier organisme, *Le Gîte du Nord*, et le plus jeune d'entre tous, offre un lieu de repos de style *drop-in*, c'est-à-dire un lieu ouvert seulement la nuit. Au moment d'effectuer la collecte de données, l'organisme ne comptait que cinq lits offerts aux femmes, ou toutes personnes s'identifiant comme tel, et *queer* travaillant ou ayant travaillé dans l'industrie du sexe. Décrit comme un organisme de bas seuil d'accessibilité, il est un des seuls de la région à accepter les personnes en état d'intoxication, mais aussi les animaux de compagnie. Par ailleurs, il ne leur impose pas une présence constante sur les lieux durant la nuit.

Le Gîte du Nord s'inscrit étroitement dans l'approche dite « par et pour » les travailleuses du sexe; l'empowerment étant ainsi une dimension importante de ce milieu. Plus qu'un lieu de repos, l'organisme se décrit comme un groupe d'appartenance et de défense des droits des travailleuses du sexe. L'implication des personnes prostituées est au fondement même de la ressource par le travail de paire-aidante. Ici, il ne fait pas de doute quant à la posture idéologique de l'organisme militant ardemment pour la reconnaissance du travail du sexe et sa décriminalisation.

À l'instar des autres organismes, l'objectif principal vise l'amélioration des conditions de vie des personnes impliquées dans le monde prostitutionnel et est axé sur la reprise de pouvoir d'agir. Si le service principal du Gîte est d'offrir un lieu d'hébergement temporaire et sécuritaire, il existe aussi des services imbriqués dans la promotion de la santé et de la prévention des ITSS. Autant dans leurs textes fondateurs que sur le terrain, l'inclusion des femmes utilisatrices de substances psychoactives est importante.

Le volet de la défense des droits est notamment soutenu par la publication régulière d'un journal. Ce dernier se veut un outil d'expression et de sensibilisation de messages axé sur la prévention. Du matériel stérile et des trousse de dépannage sont distribués dans les locaux et par les paires-aidantes effectuant du travail de proximité. Divers ateliers sont aussi offerts portant tantôt sur des thématiques directement reliées aux réalités du travail du sexe tantôt sur le développement de compétences (autodéfense, premiers soins, comptabilité, etc.).

3.3.4. Convergences et complémentarité des organismes ciblés

En terminant, il importe de spécifier les liens existants entre les organismes le *Gîte du Nord* et *Le Phare*. En fait, le premier est le résultat d'une alliance des acteurs et actrices communautaires (dont *Le Phare*), des chercheur·e·s et des travailleuses du sexe de rue. Jusqu'à tout récemment, la ressource cadette partageait les locaux de *Le Phare* et chacune des ressources travaille en étroite collaboration. Au moment où j'ai réalisé ma collecte de données, les réunions d'équipe et de comité de travail ainsi que le bureau de gestion étaient encore situés à même ceux de *Le Phare*.

Au regard de ces courtes descriptions, il convient de remarquer que les organismes, bien qu'affichant des postures politiques différentes, convergent en plusieurs points. D'abord, tel qu'il a déjà été mentionné, tous les organismes desservent la même région et sont situés chacun en proximité de l'autre. Les intervenant·e·s sont donc appelés à travailler en référencement, c'est-à-dire en collaboration, souvent, entre les organismes afin de maintenir un filet social serré autour des personnes prostituées. Cela implique également que les mêmes organismes sont appelés à prendre la parole à des événements sociaux ou politiques concernant leurs différents enjeux.

Ensuite, toutes les ressources partagent une même mission globale : l'amélioration des conditions de vie des personnes prostituées et, incidemment, de la collectivité. Qui plus est, une emphase est mise sur la capacité à reprendre du pouvoir d'agir ou, autrement dit, sur l'autonomisation des usager·e·s. L'accompagnement est également présenté comme pratique d'intervention à privilégier.

3.4. Recrutement et collecte des données

En approchant ces trois ressources communautaires, mon premier objectif était de réaliser des entrevues auprès de tou·te·s les intervenant·e·s, c'est-à-dire ceux et celles qui entretiennent des liens directs avec les personnes prostituées. Conséquemment à l'approche ethnométhodologique, j'ai effectué une triangulation des techniques de recueils des données. Cela signifie que le matériel accumulé provient de trois types de collecte : des

entretiens semi-dirigés et d'un entretien de groupe, de l'observation-participante et de l'analyse documentaire.

3.4.1. Recrutement des participant·e·s

D'abord, il faut préciser que les équipes des organismes rencontrés sont relativement restreintes. La plus grande équipe (incluant le personnel administratif, les chargé·e·s de projet et autres membres non-cliniciens) compte approximativement quinze employé·e·s. Cette contrainte, notamment lorsqu'il est question d'accumuler du matériel d'entrevues, a renforcé la nécessité de la diversification de la provenance des données.

Dans un premier temps, il a fallu veiller au recrutement des participant·e·s pour les entretiens individuels. Pour ce faire, une demande d'approbation à l'éthique, au Comité d'Éthique de la Recherche de l'Université Laval (CÉRUL) a été effectuée et obtenue vers la fin de 2016. Le recrutement a pu débuter dès décembre de la même année. La collecte des données s'est échelonnée sur trois mois.

La première prise de contact avec les organismes s'est faite par courriel³⁴. Un retour de l'organisme me permettait ensuite de fixer une rencontre dans leur bureau où j'explicitais mes objectifs et les moyens que je voulais mettre en place pour réaliser la collecte de données (dans le cas échéant, des entretiens individuels et de l'observation sur le terrain). La présentation du projet suivait le même gabarit : elle était axée sur le désir de compréhension du sens que donnent les intervenant·e·s à leur travail clinique et à leur conception de l'univers prostitutionnel. S'ajoutait à cela l'importance accordée au vécu des intervenant·e·s en lien avec leurs émotions au travail. Chaque fois, j'adaptais mon vocabulaire à l'orientation idéologique de la ressource (par exemple, utiliser « travailleuse du sexe » plutôt que « prostituée » ou « survivante » et vice versa).

Ce sont ainsi neuf intervenant·e·s que j'ai pu rencontrer de façon formelle. J'ai également eu l'occasion de discuter avec plusieurs autres intervenant·e·s des organismes et de leurs partenaires au cours des périodes d'observation. Cependant, tout ne s'est pas déroulé

³⁴ Le courriel se trouve en annexe (II).

comme prévu. D'abord, il faut relever qu'un des trois organismes approchés est tombé, dans les mêmes temps que lors de la prise de contact, en restructuration. Cette dernière s'est avérée être, pour *Le Gîte du Nord*, un remaniement de l'équipe d'intervention et des pair·e·s-aidant·e·s.

Si, initialement, je désirais obtenir des entretiens individuels avec chacun·e afin d'avoir un accès plus facile aux récits des émotions éprouvées, la directrice de la ressource *L'Autre Avenue* m'a imposé un groupe focus. En plus de devoir monter un groupe de discussion à deux jours de préavis, j'ai su que cette directrice allait également participer à cette rencontre. Ceci soulève des problèmes éthiques importants sur lesquels il convient de se questionner.

3.4.2. Entretien de groupe

Je dois préciser que l'entretien de groupe n'était pas dans mes plans initiaux lorsque j'ai entamé mes réflexions sur les méthodes de collecte de données que j'allais entreprendre. Bien qu'il n'ait pas été tout à fait de mon ressort, l'expérience a certainement été enrichissante en plusieurs points et saura nourrir mes réflexions pour mes projets de recherche à venir. Le contexte dans lequel cette rencontre s'est déroulée n'est pas anodin, je reprends certaines observations et éléments permettant de relever les dynamiques de pouvoir à l'œuvre, et l'instrumentalisation de la recherche.

Alors qu'il était convenu que je présente mon projet de recherche lors de la prochaine réunion d'équipe, *l'Autre Avenue*, à quelques jours de la rencontre, m'apprend qu'il ne sera pas question que d'une présentation. Après quelques échanges de courriels et d'appels téléphoniques, j'en comprends qu'il sera plutôt question d'un moment discussion collective. La directrice explique cette décision en mentionnant le caractère enrichissant d'une telle discussion dans le cadre de l'intégration des nouveaux membres de l'équipe (« qui ont peu d'expérience »).

C'est ainsi qu'à trois jours de la rencontre, j'ai préparé un groupe de discussion où ont été présentes quatre membres de l'équipe (sur six initialement prévus, deux ont dû se désister le matin même – j'ai eu l'occasion de rencontrer l'une d'elles en entretien individuel par la suite). Sur les intervenantes présentes, trois travaillent directement auprès des femmes prostituées au sein de l'organisme (dont la directrice), et la dernière occupe les fonctions de chargée de projet. Avec une participation à cinq personnes (en m'incluant), je m'assurais de la présence d'une dynamique de groupe bien que le minimum requis à un entretien de groupe diffère selon les sources, jonglant entre quatre et six pour la plupart (Baribeau, 2009; Baribeau et Germain, 2010).

Les groupes de discussion appartiennent à la grande famille méthodologique des « entretiens de groupe ». Ayant l'avantage de rejoindre plusieurs participant·e·s à la fois, les entretiens de groupe ne sont pas pour autant très fréquents en sciences sociales. Ils n'en sont pas moins reconnus en sociologie comme outil de grand intérêt à la collecte de données qualitatives (Baribeau et Germain, 2010).

Parmi les divers types d'entretiens de groupe, le *focus group* s'est imposé de lui-même compte tenu de la spécificité des données recherchées (Demers, 2010). La mise de l'avant des thèmes contraignants (d'où le terme « focus »), axé ici sur l'intervention sociale en milieu prostitutionnel, a permis de susciter de longues discussions – et même quelques débats – au sein du groupe.

Si l'entretien de groupe n'était pas envisagé dans ma méthodologie initiale, force est de constater qu'il a été très riche par sa capacité à rendre compte des dynamiques préexistantes. En effet, il faut considérer que les participantes, non seulement se connaissent, mais travaillent ensemble depuis plus ou moins longtemps. Pour la plus jeune recrue dans l'équipe, il s'agit d'environ cinq mois, jusqu'à quelques années.

Au-delà de la connaissance de l'autre, le maintien des rôles de chacune est évident. Ainsi, la plus jeune recrue, Marie-Christine³⁵, hésitait à prendre la parole – surtout au début des discussions – et revenait souvent vers la directrice pour appuyer ses propos. Également, elle hésitait à affirmer ses positions. Il s'agit d'une de ses premières expériences professionnelles en intervention (elle terminait quelques mois plus tôt son baccalauréat en service social). Ces hésitations ne font aucun doute, en mon sens, considérant la place qu'elle doit se créer au sein de l'équipe, la position qu'elle y occupe et la recherche d'approbation auprès de la directrice.

Cette dernière, par ailleurs, a assuré un contrôle fort au début de l'entretien, rendant difficile le maintien – en tant qu'animatrice de la discussion – de la gestion du groupe. Au début de la discussion, surtout, elle dirigeait les tours de parole, parlait avec force et revenait souvent sur son bagage d'expérience en intervention (en opposition à celui plus mince – mais tout à fait présent – de Marie-Christine) pour donner plus de force à ses propos.

Outre les rapports de pouvoir à l'œuvre, les groupes focus facilitent également l'émergence de débats sur des questions sociales, dont la prostitution, et la mise en avant et en tensions des valeurs entre les différentes intervenantes. S'il a fallu un certain temps avant que chacune soit à l'aise à prendre la parole et que la directrice laisse aller un peu de lest sur son contrôle sur le groupe, la tenue de l'entretien de groupe s'est finalement avérée être une expérience positive notamment par la richesse du matériel d'un point de vue moral et sur l'observation des dynamiques de pouvoir (en lien notamment avec les fonctions de chacun·e). Elle s'imbrique, par ailleurs, parfaitement dans le type de recherche inductive menée (Touré, 2010). L'un des seuls désavantages patents du groupe est la difficulté à faire ressortir les expériences individuelles et les sentiments et émotions qui les habitent. Cela étant, en termes de valeurs, de travail moral et d'émotions collectivement partagées (il sera notamment question d'indignation et de la colère au cours du prochain chapitre), cette méthode de collecte de données est certainement enrichissante.

³⁵ Un descriptif plus élaboré des intervenant·e·s rencontré·e·s est présenté en annexe (IV).

Enfin, l'entretien s'est déroulé sur près de trois heures alors que j'avais prévu une heure et demie de matériel. C'est à la demande de l'équipe que nous avons décidé de poursuivre plus longuement la discussion. Celle-ci a porté sur trois grands thèmes : l'intervention auprès des femmes en milieu prostitutionnel, l'accompagnement et l'autonomisation, et les obstacles rencontrés en intervention sociale. Une grille d'entretien collectif semi-dirigé avait été construite au préalable. Il s'agissait-là d'orienter le débat tout en laissant un maximum de place aux discussions. L'intégralité de la rencontre a été enregistrée sur bande numérique, après l'obtention du consentement de chacune des personnes présentes.

3.4.3. Entretiens individuels

En plus du groupe focus, j'ai complété cinq entrevues individuelles auprès d'intervenant·e·s des trois organismes. Les entretiens étaient de type semi-directif, d'une durée moyenne d'une heure et quart. La grille d'entretien (voir l'annexe I) se veut le moins contraignante possible, laissant place au maximum à la discussion (Beaud et Weber, 2010).

Considérant que l'objectif est, d'abord et avant tout, de comprendre le sens que l'intervenant·e donne à son travail, il m'apparaissait primordial d'évacuer au maximum les contraintes que peut amener un cadre rigide d'entretien. Ainsi, je me permettais, également, de ne pas suivre l'ordre des questions, y allant plutôt selon le flux de la discussion.

Afin d'élaborer la grille d'entretien individuel, des rencontres de type exploratoires (Beaud et Weber, 2010) ont été effectuées dans des cadres informels auprès de collègues et connaissances travaillant en intervention sociale en milieu communautaire. Ces entrevues m'ont permis de dégager les thèmes explorés lors de mes entretiens soit la conception de l'intervenant·e sur le milieu prostitutionnel, de l'intervention sociale dans ce milieu et du travail en milieu communautaire. Les pratiques d'accompagnement et d'autonomisation font également partie des thèmes abordés.

Lors de mes rencontres exploratoires, j'ai pu observer qu'aborder, en premier lieu, la vision du monde prostitutionnel permettait d'ouvrir une discussion et de mettre à l'aise la personne rencontrée, sans trop dépersonnifier l'entretien. Des questions associées aux parcours académique et profession sont également posées lors de la rencontre. À ce sujet, il m'a été refusé, par le CÉRUL, d'insérer des questions sur la vie personnelle, familiale et sociale des personnes rencontrées. Cela est dommage considérant l'influence que cela peut avoir sur l'importance qu'une personne accorde à son statut professionnel, et qui peut également avoir un impact sur les émotions et les valeurs de cette personne. La raison évoquée par le CÉRUL, que je n'ai pas contestée par manque de temps, rejetait la possibilité d'interroger ces influences précédemment nommées; pour le comité, investiguer les autres sphères de vie alors que je m'intéresse à la vie professionnelle d'abord ne leur semble pas pertinent.

Mon objectif, alors que je définissais mon terrain de recherche était de rencontrer chacun·e des intervenant·e·s travaillant directement avec les personnes prostituées. Malheureusement, certaines barrières se sont érigées en cours de route dont la restructuration chez *Le Gîte du Nord*. Je n'ai pu rencontrer de façon formelle qu'une seule personne employée par le *Gîte*. L'entretien a tout de même été retenu notamment à cause de la richesse du matériel et du statut particulier de pair-aidant de la personne.

En ce qui concerne l'organisme *Le Phare*, j'ai rencontré trois intervenant·e·s : deux travailleurs·euses de rue et une intervenante au milieu de vie. Une dernière personne a été rencontrée, une paire-aidante de *L'Autre Avenue*. La totalité des entretiens a été enregistrée sur bande numérique, après l'obtention de leur consentement.

3.4.4. Observation participante

L'ethnométhodologie est synonyme d'enquête de terrain et peut être difficilement complète sans observation. Ce sont près de vingt heures de présence sur le terrain qui ont été réalisées, réparties inégalement dans les trois organismes. La majorité des heures d'observation ont été faites au milieu de vie de l'organisme *Le Phare*. Considérant la proximité de cette ressource avec le *Gîte du Nord* (qui partage leurs locaux), il est difficile

de départager le nombre d'heures d'observation réalisées à l'une et l'autre des ressources. Je n'ai pu effectuer qu'une heure et demie de présence sur le terrain (à l'exclusion du temps de l'entretien) à l'organisme l'*Autre Avenue*. La tenue d'un cahier d'observation m'a permis de conserver des traces écrites des différentes périodes de présence sur le terrain.

Sauf à un moment, mon statut de chercheure était connu des personnes présentes sur place tant des intervenant·e·s que des personnes bénéficiant des services de la ressource. La seule exception est lorsque j'ai accompagné un travailleur de rue en Centre Jeunesse. Il a été jugé plus simple – pour accéder aux unités et pouvoir suivre l'intervenant – de mentionner aux employé·e·s du Centre que j'étais stagiaire. Cette décision a été suggérée par le travailleur lui-même.

À tout moment, j'ai pu m'entretenir avec toutes les personnes présentes sur place qu'il soit question des intervenant·e·s, des personnes bénéficiant des services de la ressource ou des partenaires (provenant souvent d'autres organismes communautaires de la région, mais également des bénévoles, des stagiaires et des intervenants issus des milieux institutionnels).

Lors de quelques heures d'observation effectuées sur les différents terrains, je n'ai pas qu'observé passivement les échanges et les interactions sociales en cours. J'ai plutôt opté pour de l'observation-participante, intégrant ainsi les activités (distribution alimentaire, cours de boxe, visite d'organismes partenaires), échangeant çà et là avec les différentes personnes présentes. Cela m'a permis de rendre compte au mieux de ce que les personnes « font et disent lorsqu'ils agissent en commun » (Ogien, 2008, 808).

3.4.5. Finaliser l'enquête de terrain

En plus des enregistrements des entretiens individuels et de groupe ainsi que le cahier d'observation, j'ai pu recueillir d'autres matériels produits par les organismes. En fait, j'ai pu accéder à diverses publications des ressources notamment leur rapport d'activités, les publications ou résumés d'ateliers, leurs publicités, leur site web et leurs pages sur les médias sociaux, etc.

J'inclus également toutes traces écrites présentes sur les lieux mêmes des organismes (règlements du milieu, encadré expliquant la philosophie de l'organisme, calendrier des activités, affiches, etc.) Ici, je m'intéressais principalement aux documents où étaient rattachées les valeurs du milieu qu'il soit question des types d'interventions prônées ou que ce soit en lien avec les mandats de l'organisme.

En tout et pour tout, la période de recrutement et de collecte de données s'est étendue sur quatre mois. Ce sont neuf heures de matériel enregistré et près de vingt heures d'observation qui ont pu être colligées. Combiner avec les données écrites et documentaires, il m'a été possible de saisir l'essence du vécu et de l'expérience des intervenant·e·s rencontré·e·s sur le terrain. Compte tenu des difficultés propres à l'accès à ces différents terrains d'enquête, le matériel cumulé est de moins grande ampleur que ce qui était prévu à l'origine. Certaines limites sont à énoncer avant d'entamer la présentation des résultats de l'analyse des données.

3.5. Quelques observations et constats préliminaires

Outre les obstacles s'étant érigés face à l'accès à certaines ressources, notamment en ce qui concerne le *Gîte du Nord*, d'autres limites doivent être mentionnées. Ces limites, sans entacher la pertinence des résultats qui seront présentés, en réduisent certainement leur portée. Cela ne fait que renforcer la nécessité d'effectuer d'autres recherches du même genre, portant sur le travail émotionnel et le travail moral en intervention sociale.

3.5.1. Inégalités dans le matériel d'entretien

L'une des premières limites relève de la qualité comparative du matériel d'enquête récolté. Si les entretiens individuels et de groupe ont été enrichissants à maints niveaux, la capacité à comparer le matériel recueilli auprès de l'une et l'autre des ressources en souffre un peu.

Tel qu'il a été mentionné, l'entretien individuel et collectif ne poursuivent pas exactement les mêmes objectifs. Le groupe focus permet de faire ressortir les dynamiques de groupe, des discussions sur des questions sociales faisant appel à des valeurs et à des positions

politiques ou idéologiques. L'entretien individuel laisse une plus grande place au vécu émotionnel et à la personnification de l'expérience; c'est-à-dire à la mise en place du récit de l'enquêté·e.

Bien que les mêmes thèmes aient été abordés au cours de ces différents types d'entretiens, une difficulté à entrer en contact avec les émotions des intervenantes présentes lors du groupe focus a persisté. Cela ne s'explique pas que par la forme de l'entretien, mais également par les rapports de force qui étaient actifs à ce moment.

D'un autre côté, les entretiens individuels permettaient moins de relever les positions idéologiques et politiques des intervenant·e·s. Au cours de ces entretiens, les questions portant sur les idées politiques, et notamment sur l'engagement social et la militance, ont obtenu des réponses évasives, au mieux minimisant ou banalisant l'engagement des intervenant·e·s. Ainsi, il apparaît que le discours politique et militant transparait davantage lors de discussions et d'échanges de groupe. La confrontation des valeurs y est plus évidente, et les intervenant·e·s sont alors amenés à nuancer, à développer et à préciser leur point de vue.

3.5.2. La grille d'entretien

La recherche est un processus réflexif et évolutif. Au moment d'entreprendre les démarches en vue du recrutement des participant·e·s et de la collecte de données, mes questionnements étaient axés principalement sur l'aspect moral en intervention sociale. Dans un monde hautement instrumentalisé par le politique (tant la prostitution que l'intervention sociale), je me demandais quels sont les impacts, s'il y a lieu, des valeurs que portent les intervenant·e·s associées à leur conception du monde prostitutionnel et à leur engagement social dans leur travail sur leur travail.

Ce n'est qu'au cours des mois suivants l'approbation du comité d'éthique que j'ai commencé à m'intéresser à la question émotionnelle, maintenant centrale dans le projet de recherche actuel. Ainsi, la grille d'entretien peut sembler un peu déphasée; une grande place est laissée à l'expression des valeurs, mais les émotions ne sont pas questionnées

directement. L'un des seuls moments où il était question d'émotions et de sentiments c'est lorsque je demandais aux participant·e·s de me donner un ou des exemples de situations de travail où ils et elles ont éprouvé une satisfaction et un moment où ils ou elles ont vécu des émotions et sentiments négatifs.

Une des façons de palier à ce manquement aurait été de rencontrer à nouveau les intervenant·e·s et revenir sur ses situations décrites pour éventuellement discuter d'autres émotions vécues au travail. Malheureusement, je n'ai pas eu l'opportunité, pour des raisons de ressources et de temps, de retourner sur le terrain et réaliser une deuxième vague d'entretiens individuels pour approfondir les questions émotionnelles.

3.5.3. La place de l'engagement social en intervention

Conséquemment aux deux derniers points abordés, toute la question de l'engagement social et de la militance a été requestionnée en cours de route. En fait, *a priori*, ces questions justifiaient notamment d'approcher des organismes issus du milieu communautaire, reconnus pour leur mobilisation collective.

Or, au cours des entretiens individuels, il s'est avéré que l'aspect de l'engagement social était présenté, par les intervenant·e·s, plutôt comme un aspect du travail qu'un aspect propre à soi. En ce sens, l'engagement dans des causes politiques, la présence à des événements dont les enjeux présentés touchent ceux de l'organisme est en fait considéré comme une tâche du travail. Cela peut se comprendre d'aux moins deux façons.

D'abord, il y a un lien à faire, comme il a déjà été mentionné, avec la méthode de collecte de donnée et le discours qui en ressort sur cet aspect. Chez *L'Autre Avenue*, lors du groupe focus, le discours militant était très fort, poussé surtout par la directrice de l'établissement. La colère, la révolte et l'indignation ressortaient dans ces discours, mais une question persiste. Est-ce que cela est dû par une volonté à construire un sentiment d'affiliation à l'équipe et renforcer, par le fait même, l'équipe de travail ou cela est-il véritablement dû par un désir d'engagement social et de revendication politique ?

Lors des entretiens individuels, les intervenant·e·s traitaient de l'engagement social plutôt par l'éducation et la sensibilisation des proches que par une militance politique et revendicatrice. Plusieurs intervenant·e·s se sont même distancés des mouvements sociaux collectifs et des actions politiques (notamment les manifestations et les prises de paroles publiques) en affirmant ne pas trop y croire :

Je ne crois pas beaucoup à la manifestation, j'ai d'autres façons de faire. Mais je suis vraiment beaucoup engagé... S'il y a un jeune qui veut vraiment avancer pis qui est prêt... [...] Je suis engagé dans mon travail, dans mes valeurs qui reflètent mon travail. (*Mathieu, 38 ans, travailleur de rue pour l'organisme Le Phare*)

Les propos de Mathieu résument bien la pensée que m'ont exprimé les personnes rencontrées en entretien individuel, à une exception près : l'intervenante et paire-aidante de *L'Autre Avenue*. Cette dernière a un passé de militance et d'activisme politique précédent, de loin, son arrivée dans l'organisme.

Ainsi, il reste plusieurs questions en suspens, rendant impossible de tirer quelconques conclusions ou même susciter des hypothèses liant l'engagement social et le fait d'être employé dans un organisme ayant un positionnement politique. Considérant, de plus, que mes intérêts de recherche se sont resserrés davantage sur l'intervention sociale et ses composantes émotionnelles et morales (qui ne se limite pas à une position politique), il semble difficile de considérer l'aspect de l'engagement dans mes analyses. Cela étant dit, plusieurs aspects sont intéressants et pertinents, malheureusement, ceux-ci ne cadrent pas avec les thèmes et les angles pris dans ce projet de recherche.

Du matériel d'enquête à l'analyse

Au cours de ce chapitre, il a été possible de définir et de justifier la méthodologie qui a été adoptée pour mener à bien le projet de recherche. En optant pour une approche s'inspirant de l'ethnométhodologie, issue des méthodes inductives, j'ai pu collecter des données provenant de trois sources différentes : des entretiens (dont un de groupe), de l'observation-participante et de la documentation écrite.

Le prochain chapitre est entièrement consacré aux résultats obtenus de l'analyse du matériel. Il faut spécifier que le matériel enregistré sur bande numérique a été mis en verbatim et découpé selon les thèmes abordés dans les résultats. Il est question notamment du rapport à l'authenticité, du sentiment d'impuissance et de l'humanisme en intervention sociale.